

DÉCISION

Décision DP2024-092 – Règlement des frais et honoraires d'avocats dans le cadre du contentieux relatif au taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères 2018 opposant l'Établissement public territorial Grand Paris Grand Est à la société IMMO EVOLUTIF

LE PRESIDENT,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-10,

VU la délibération du Conseil de territoire n°CT2023/12/12-03 en date du 12 décembre 2023, portant délégation d'attributions du Conseil de territoire au Président pour fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts,

VU l'état des frais et honoraires en date du 31 janvier 2024 et d'un montant de 1 440,00 € TTC présenté par le cabinet Goutal, Alibert & Associés à l'Établissement public territorial dans le cadre du contentieux relatif au taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères 2018 opposant l'Établissement public territorial Grand Paris Grand Est à la société IMMO EVOLUTIF,

CONSIDERANT que l'Établissement public territorial a saisi le cabinet Goutal, Alibert & Associés dans le cadre du contentieux relatif au taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères 2018 l'opposant à la société IMMO EVOLUTIF,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de régler les frais et honoraires présentés par ledit cabinet et qui s'élèvent à 1 824,00 € TTC au titre des prestations réalisées,

DECIDE

Article 1 : De régler, dans le cadre du contentieux relatif au taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères 2018 opposant l'Établissement public territorial Grand Paris Grand Est à la société IMMO EVOLUTIF, les frais et honoraires présentés par le cabinet Goutal, Alibert & Associés qui s'élèvent à 1 440,00 € TTC (mille quatre cent quarante euros).

Article 2 : Un compte-rendu de la présente décision sera effectué lors du prochain Conseil de territoire.

Article 3 : Un exemplaire de la présente décision sera relié au registre des délibérations territoriales.

Article 4 : Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis,
- Monsieur le Trésorier principal du Raincy,
- Monsieur le Directeur général des services.

Fait à Noisy-le-Grand, le 25 MAR. 2024
Affiché - Notifié le 25 MAR. 2024

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Le Président,

LEMOINE

